

ZOOMED

LA PUISSANCE À PORTÉE DE LA MAIN



LE RÉSEAU DE COMMUNICATION DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ AU SERVICE DU PATIENT

**RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE
AU 31 AOÛT 2010**

COMMENTAIRES DE LA DIRECTION	2
ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS	
Résultats consolidés	3
Bilans consolidés	4
Déficits et surplus d'apport consolidés	5
Flux de trésorerie consolidés	6
Notes afférentes aux états financiers consolidés	7 - 20

**Aux actionnaires de
ZOOMMED INC.**

COMMENTAIRES DE LA DIRECTION

Les états financiers trimestriels consolidés de ZoomMed inc. pour la période terminée le 31 août 2010 et toute l'information contenue dans ce rapport trimestriel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers trimestriels consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et sont appropriés aux activités de l'entreprise.

La société se conforme à sa convention d'inscription avec la Bourse de croissance TSX. La direction maintient un système de contrôles internes comptables et administratifs rigoureux afin d'établir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif est correctement comptabilisé et protégé.

Le conseil d'administration nomme chaque année un comité de vérification composé majoritairement d'administrateurs qui ne sont ni dirigeants, ni employés de l'entreprise. Le comité de vérification rencontre périodiquement la direction et les vérificateurs externes pour vérifier l'exécution de leurs tâches et discuter de la vérification, des politiques comptables et des sujets financiers qui y sont reliés. Il discute aussi avec eux des résultats de leurs vérifications. Le comité de vérification révisé également les états financiers, de même que le rapport des vérificateurs externes et il en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Les états financiers trimestriels consolidés, pour les périodes de trois mois se terminant le 31 août 2010 et 31 août 2009, n'ont pas fait l'objet d'une vérification, ni d'une mission d'examen par un vérificateur externe.

Le 16 octobre 2010



Yves Marmet,
Président et chef de la direction



ZOOMMED INC
RÉSULTATS CONSOLIDÉS
POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES 31 AOÛT 2010 ET 2009

	31 août 2010 (3 mois) (non vérifié)	31 août 2009 (3 mois) (non vérifié)
CHIFFRE D'AFFAIRES (Note 5)	539 809 \$	174 466 \$
FRAIS D'EXPLOITATION		
Frais de vente	241 508	252 767
Frais d'administration (Note 5)	496 147	513 022
Frais d'opération	285 921	284 852
Frais de développement	167 667	186 297
Frais financiers	2 796	4 003
Amortissements (Note 5)	203 803	293 391
	1 397 842	1 534 332
PERTE AVANT IMPÔTS	(858 033)	(1 359 866)
IMPÔTS	-	-
PERTE NETTE	(858 033) \$	(1 359 866) \$
RÉSULTAT DE BASE ET DILUÉ PAR ACTION	(0,008) \$	(0,014) \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS EN CIRCULATION	110 841 785	98 341 785



BILANS CONSOLIDÉS
AUX 31 AOÛT 2010 ET 31 MAI 2010

	31 août 2010 (non vérifié)	31 mai 2010 (vérifié)
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	1 492 302	2 632 065
Débiteurs (Note 6)	355 364	411 648
Frais payés d'avance	29 362	30 771
	1 877 028	3 074 484
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 7)	912 360	978 925
ACTIFS INCORPORELS (Note 8)	2 202 580	2 236 130
	4 991 968	6 289 539
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs (Note 9)	545 020	641 055
Revenus reportés	619 910	958 833
	1 164 930	1 599 888
AVANTAGES INCITATIFS LIÉS AUX BAUX	6 572	7 759
	1 171 502	1 607 647
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAL-ACTIONS (Note 11)	23 001 758	23 001 758
BONS DE SOUSCRIPTION (Note 13)	-	1 794 661
SURPLUS D'APPORT	4 859 837	3 065 176
DÉFICIT	(24 041 129)	(23 179 703)
	3 820 466	4 681 892
	4 991 968	6 289 539

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

 Administratrice

 Administrateur



**DÉFICITS ET SURPLUS D'APPORT CONSOLIDÉS
POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES 31 AOÛT 2010 ET 2009**

	31 août 2010 (3 mois) (non vérifié)	31 août 2009 (3 mois) (non vérifié)
DÉFICIT		
SOLDE AU DÉBUT	(23 179 703) \$	(18 813 498) \$
Perte nette	(858 033)	(1 359 866)
Frais d'émission d'actions	(3 393)	-
SOLDE À LA FIN	(24 041 129) \$	(20 173 364) \$
SURPLUS D'APPORT		
SOLDE AU DÉBUT	3 065 176 \$	2 613 870 \$
Juste valeur des options d'achat d'actions octroyées (Note 12)	-	43 110
Valeur des bons de souscription expirés (Note 13)	1 794 661	192 500
SOLDE À LA FIN	4 859 837 \$	2 849 480 \$



**FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES 31 AOÛT 2010 ET 2009**

	31 août 2010 (3 mois) (non vérifié)	31 août 2009 (3 mois) (non vérifié)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(858 033)	\$ (1 359 866) \$
Amortissements	203 803	293 391
Accroissement de la dette à long terme	-	2 153
Rémunération à base d'actions	-	43 110
Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles	8 667	(4 458)
Avantages incitatifs liés aux baux	(1 187)	(1 186)
Plus-value non matérialisée sur placement	-	(18 630)
	(646 750)	(1 045 486)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(377 264)	(62 128)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(1 024 014)	(1 107 614)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Versements sur la dette à long terme	-	(18 611)
Frais d'émission d'actions	(3 393)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(3 393)	(18 611)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Encaissement d'un certificat de placement garanti	-	1 000 000
Acquisition d'immobilisations corporelles	(53 833)	(95 421)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	40 419	10 135
Acquisition d'actifs incorporels	(98 942)	(93 142)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(112 356)	821 572
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(1 139 763)	(304 653)
ENCAISSE AU DÉBUT	2 632 065	606 397
ENCAISSE À LA FIN	1 492 302	\$ 301 744 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent des intérêts payés de 141 \$ au 31 août 2009. Aucun intérêt n'a été payé au 31 août 2010.



1. IDENTIFICATION ET SECTEUR D'ACTIVITÉ

ZoomMed inc. (la « société ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (« ZoomMed ») se consacre au développement et la commercialisation d'un vaste réseau de communication : « Le réseau de communication e-Pic ».

Le réseau e-Pic consolide les communications et met en relation, en temps réel, les patients, médecins, pharmaciens et sociétés pharmaceutiques, permettant ainsi aux divers intervenants de la santé d'optimiser leur efficacité.

Situé en périphérie de ce réseau, le Prescripteur ZRx est un logiciel Web fonctionnant sur un petit ordinateur de poche ou un ordinateur. Grâce à cet outil, le médecin peut remplir une ordonnance munie d'un code-barres permettant au pharmacien d'accéder en ligne à l'information qu'elle contient.

Le Prescripteur ZRx est aussi, pour le médecin, une source mobile d'informations médicales provenant de sociétés pharmaceutiques et d'organisations privées ou publiques.

L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'en suit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

Les actions ordinaires de la société se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de ZoomMed inc. et de ses filiales ZoomMed Médical inc. et ZoomMed USA inc. Cette dernière filiale n'a eu aucune activité au cours de la période se terminant le 31 août 2010.

Constataion des revenus

Les produits tirés de contrats annuels du réseau de communication e-Pic, sont constatés linéairement sur la durée des ententes.

Actifs et passifs financiers

ZoomMed a choisi de classer l'encaisse, les comptes clients, les placements et les certificats de placement garanti à titre d'instruments financiers « détenus à des fins de transaction ». En conséquence, toute variation de la juste valeur de ces actifs, s'il y a lieu, est comptabilisée dans le résultat net.

Les comptes payables et la dette à long terme sont classés dans la catégorie « autres passifs » et comptabilisés au coût amorti. Les frais de transaction relatifs à la catégorie « autres passifs » sont capitalisés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisé dans le résultat net.



2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût et sont amorties selon les méthodes et taux suivants :

	Méthode	Taux
Mobilier et enseigne	Solde décroissant	20 %
Équipements informatique	Solde décroissant	30 %
Équipements de déploiement	Solde décroissant	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	20 % - 10 %

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont inscrits au coût et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants :

	Taux
Site Web	33 %
Logiciels	50 %
Propriété intellectuelle	10 %
Licences et droits d'utilisation	33 %
Frais de développement	33 %

La propriété intellectuelle est inscrite au coût augmenté des impôts futurs y afférents et est amortie sur une période de dix ans à compter de la date de commercialisation du produit, soit en novembre 2006.

Les frais de développement, composés du développement initial du réseau e-Pic et des nouvelles fonctionnalités en fonctions des avantages économiques futurs qui s'ajoutent, sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à partir de la mise en opération.

ZoomMed examine la recouvrabilité des frais de développement en évaluant les flux de trésorerie futurs prévus qui sont liés à la commercialisation des produits auxquels ces frais se rapportent.

Aide gouvernementale

Les crédits d'impôts à l'investissement afférents aux frais de développement sont constatés en réduction des frais capitalisés.

Dépréciation d'actifs à long terme

Une perte de valeur est constatée lorsqu'un évènement ou une situation indique que la valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable et excède sa juste valeur. Toute perte de valeur qui en résulte est constatée dans la période où la dépréciation est subie.



2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Avantages incitatifs liés aux baux

Les avantages incitatifs liés aux baux sont constitués de l'écart entre la dépense de loyer répartie selon une formule systématique sur la durée du bail et le loyer minimal exigible, compte tenu d'avantages incitatifs.

Rémunération à base d'actions

La société utilise la méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur (Black & Scholes) pour toutes les options d'achat d'actions attribuées à ses dirigeants, administrateurs, employés et consultants. Selon cette méthode, une charge de rémunération est constatée à la date d'attribution et la contrepartie est comptabilisée au surplus d'apport. Lorsque les options d'achat d'actions sont levées, la somme de la contrepartie versée et la portion déjà créditée au surplus d'apport est portée au crédit du capital-actions.

Conversion des comptes exprimés en devises

La méthode temporelle est utilisée pour la conversion des comptes exprimés en devises. Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au cours du change à la fin de l'exercice. Les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au cours d'origine. Les soldes des comptes paraissant à l'état des résultats, à l'exception du coût des stocks et de l'amortissement qui sont convertis au cours d'origine, sont convertis aux cours moyens de l'exercice. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les résultats de l'exercice.

Utilisation d'estimations

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que ZoomMed pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent les avantages futurs reliés aux frais de développement, à la propriété intellectuelle, aux actifs d'impôts futurs, à la détermination de la provision pour impôts sur les bénéfiques, au montant recouvrable des crédits d'impôts à la recherche et au développement, aux hypothèses utilisées aux fins de calcul de la charge de rémunération à base d'actions et à la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Résultat de base et dilué par action

Le résultat de base et dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. ZoomMed utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des options et des bons de souscription en vue de calculer le résultat dilué par action. Le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action en raison de l'effet antidilutif des options d'achat d'actions et des bons de souscription lorsque la société subit des pertes.



3. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

Instruments financiers – Informations à fournir (Chapitre 3862)

Au cours de l'exercice 2010, ZoomMed a adopté les nouvelles exigences du chapitre 3862. Ce chapitre a été modifié de manière à exiger des informations sur les données utilisées aux fins des évaluations à la juste valeur. L'adoption de ces nouvelles exigences n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers (CPN-173)

Au cours de l'exercice 2010, ZoomMed a adopté une nouvelle convention que le Comité sur les problèmes nouveaux a publiée dans le CPN-173. Le Comité exige que le risque de crédit propre à une entité et le risque de crédit de la contrepartie soient pris en compte dans la détermination de la juste valeur. L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

4. MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En décembre 2008, l'ICCA a approuvé trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations sans contrôle », en remplacement du chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises », et du chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1582 constitue l'équivalent canadien de l'IFRS 3, « Regroupements d'entreprises » (janvier 2008), et les chapitres 1601 et 1602, l'équivalent de l'IAS 27, « États financiers consolidés et individuels » (janvier 2008). Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur, la comptabilisation d'actifs et de passifs additionnels ainsi que la fourniture d'informations supplémentaires à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre s'applique de manière prospective aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice ouvert à compter du 1er janvier 2011. Les entités qui adoptent le chapitre 1582 devront également adopter les chapitres 1601 et 1602.

Le chapitre 1601 établit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes exigeront de modifier l'évaluation des participations sans contrôle, variation qui devra être présentée dans les capitaux propres au bilan. De plus, l'état des résultats de la société mère détenant le contrôle intégrera en totalité les résultats de la filiale et présentera la répartition entre la participation avec contrôle et la participation sans contrôle. Ces normes s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices commençant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Leur adoption anticipée est permise. Ces trois normes entreront en vigueur à la même date que les IFRS pour les sociétés ouvertes canadiennes, soit pour les exercices commençant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes sur nos états financiers consolidés.



**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31 AOÛT 2010 (Non vérifiées)**

4. MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR canadiens le 1er janvier 2011 pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Bien que les principes et le cadre conceptuel des PCGR canadiens et des IFRS soient semblables, ils diffèrent considérablement en ce qui concerne la constatation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir. D'ici à la transition, on s'attend à ce que le CNC publie des normes comptables harmonisées avec les IFRS, ce qui atténuera les répercussions internationales de l'adoption des IFRS à la date de transition. Nous prévoyons dresser nos états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1er juin 2011 conformément aux IFRS. Vous trouverez dans le rapport de gestion un plan de transition, détaillé en quatre étapes, avec le calendrier de réalisation et un tableau de nos conclusions préliminaires. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes sur nos états financiers consolidés.

5. INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS

	2010		2009
a) Chiffre d'affaires :			
Revenus d'opération	536 880	\$	155 596
Revenus d'intérêts	2 929		18 870
	539 809	\$	174 466
b) Frais d'administration :			
Frais d'administration	496 147	\$	469 912
Rémunération à base d'action	-		43 110
	496 147	\$	513 022
c) Amortissements :			
Amortissement des immobilisations corporelles	71 311	\$	92 477
Amortissement des frais de développement	59 094		100 019
Amortissement des actifs incorporels	73 398		100 895
	203 803	\$	293 391

6. DÉBITEURS

	31 août 2010		31 mai 2010
Comptes clients	238 578	\$	315 906
Crédits d'impôts à la recherche et au développement ⁽¹⁾	82 300		82 300
Taxes de vente	34 486		13 442
	355 364	\$	411 648

⁽¹⁾ Le montant réel qui sera alloué sera connu une fois que la réclamation sera approuvée par le Ministère du Revenu du Québec. Il est donc possible que le montant accordé diffère du montant comptabilisé aux livres.



**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31 AOÛT 2010 (Non vérifiées)**

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31 août 2010		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE
Mobilier et enseigne	146 008 \$	81 566 \$	64 442 \$
Équipements informatique	206 779	130 900	75 879
Équipements de déploiement	1 626 215	864 309	761 906
Améliorations locatives	61 586	51 453	10 133
	2 040 588 \$	1 128 228 \$	912 360 \$

	31 mai 2010		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE
Mobilier et enseigne	145 578 \$	78 173 \$	67 405 \$
Équipements informatique	203 604	124 952	78 652
Équipements de déploiement	1 696 130	876 453	819 677
Améliorations locatives	61 586	48 395	13 191
	2 106 898 \$	1 127 973 \$	978 925 \$

8. ACTIFS INCORPORELS

	31 août 2010		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE
Actifs incorporels amortissables			
Site Web	26 200 \$	26 200 \$	- \$
Logiciels	4 322	4 322	-
Licences et droits d'utilisation	175 000	175 000	-
Propriété intellectuelle	2 935 934	1 100 975	1 834 959
Frais de développement	1 885 214	1 517 593	367 621
	5 026 670 \$	2 824 090 \$	2 202 580 \$

	31 mai 2010		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE
Actifs incorporels amortissables			
Site Web	26 200 \$	26 200 \$	- \$
Logiciels	4 322	4 322	-
Licences et droits d'utilisation	175 000	175 000	-
Propriété intellectuelle	2 935 934	1 027 577	1 908 357
Frais de développement	1 786 272	1 458 499	327 773
	4 927 728 \$	2 691 598 \$	2 236 130 \$

Au cours de l'exercice 2010, 68 400 \$ de crédit d'impôt ont été portés en réduction du coût des frais de développement.



**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31 AOÛT 2010 (Non vérifiées)**

9. CRÉDITEURS

	31 août 2010	31 mai 2010
Fournisseurs et frais courus	342 399 \$	332 425 \$
Salaires et déductions à la source	202 621	308 630
	545 020 \$	641 055 \$

10. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

a) Au 31 août 2010, le solde des engagements contractuels en vertu de baux et de contrat de location-exploitation s'établit à 186 543 \$.

Les loyers minimaux pour les trois prochains exercices sont les suivants :

	2011	2012	2013
Loyer - Siège Social	49 321 \$	- \$	- \$
Loyer - Toronto	60 283	60 283	-
Imprimantes multifonctions	7 013	7 013	2 630
	116 617 \$	67 296 \$	2 630 \$

10. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (SUITE)

b) ZoomMed s'est engagée en vertu d'un contrat de services professionnels à verser un montant minimum de 162 000 \$ annuellement pour les trois prochaines années, pour le développement d'une interface de programmation entre le Logiciel Assyst-Rx et le réseau e-Pic. L'interface à être développé permettra la liaison entre le Logiciel Assyst-Rx et le réseau e-Pic dans le but de permettre aux pharmacies et aux médecins de s'échanger de l'information.

11. CAPITAL-ACTIONS

a) Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires votantes, participantes et sans valeur nominale.

b) Émis et payé

	31 août 2010	31 mai 2010
110 841 785 actions ordinaires	23 001 758 \$	23 001 758 \$

c) Transaction de la période se terminant le 31 août 2010

Aucune transaction n'a eu lieu au cours du premier trimestre de l'exercice 2011.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS AU 31 AOÛT 2010 (Non vérifiées)

11. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

d) Transactions de l'exercice 2010

En mai 2010, la société a complété un placement privé pour un produit brut de 2 500 000 \$ par l'émission de 12 500 000 actions au prix de 0,20 \$ l'action.

e) Détail du capital-actions

	Nombre	Émis et payé	
Solde au 31 mai 2009	98 341 785	20 501 758	\$
Émission Placement Privé (mai 2010)	12 500 000	2 500 000	
Solde au 31 mai 2010	110 841 785	23 001 758	\$
	-	-	
Solde au 31 août 2010	110 841 785	23 001 758	\$

f) Actions entières

En vertu des exigences de la Bourse, la totalité des 3 000 000 d'actions ordinaires émises avant le premier appel public à l'épargne et les 18 000 000 d'actions ordinaires émises à l'issue de la prise de contrôle inversée sont régies conformément à deux conventions d'entiercement de titres.

Pour la première convention représentant 3 000 000 d'actions, selon les termes de la convention, 10 % des actions ordinaires ont été libérées dès la publication finale de la Bourse et 15 % des actions ordinaires supplémentaires ont été libérées à intervalle de six mois par la suite, soit les 6^e, 12^e, 18^e, 24^e, 30^e et 36^e mois suivant la libération initiale. La convention a pris fin le 8 août 2008.

Pour la seconde convention représentant 18 000 000 d'actions, selon les termes de la convention, 0 % des actions ordinaires ont été libérées dès la publication finale de la Bourse et 5 % des actions ordinaires supplémentaires ont été libérées à intervalle de six mois par la suite, soit les 6^e, 12^e, 18^e, 24^e, et 10 %, pour les, 30^e, 36^e, 42^e, 48^e, 54^e, 60^e mois suivant la libération initiale. 10 % seront libérées au 66^e, 72^e mois suivant la libération initiale. Cette seconde convention prendra fin le 8 août 2011.

Au 31 août 2010, 3 600 000 actions ordinaires (5 400 000 au 31 mai 2010) étaient toujours entières.

12. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 20 novembre 2009. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.



**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31 AOÛT 2010 (Non vérifiées)**

12. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTION (SUITE)

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation du régime pour la période se terminant le 31 août 2010 et l'exercice terminé le 31 mai 2010.

	Options	Prix de levée moyen pondéré	
Solde au 31 mai 2009	9 641 500	0,31	\$
Octroyées	300 000	0,24	\$
Annulées	(220 000)	0,37	\$
Solde au 31 mai 2010	9 721 500	0,31	\$
Annulées	(1 950 000)	0,24	\$
Solde au 31 août 2010	7 771 500	0,32	\$

Les tableaux suivants résument les renseignements sur les options d'achat d'actions pour la période se terminant le 31 août 2010 et l'exercice se terminant les 31 mai 2010.

a) Au 31 août 2010

Nombre	Options en circulation		Options pouvant être levées	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
994 000	10	0,20 \$	994 000	0,20 \$
640 000	15	0,20 \$	640 000	0,20 \$
150 000	17	0,25 \$	150 000	0,25 \$
3 087 500	20	0,50 \$	3 087 500	0,50 \$
50 000	26	0,40 \$	50 000	0,40 \$
2 650 000	35	0,20 \$	2 650 000	0,20 \$
100 000	48	0,32 \$	100 000	0,32 \$
100 000	48	0,20 \$	100 000	0,20 \$
7 771 500	24	0,32 \$	7 771 500	0,32 \$

Transaction de la période se terminant le 31 août 2010

Aucune transaction n'a eu lieu au cours du premier trimestre de l'exercice 2011.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31 AOÛT 2010 (Non vérifiées)

12. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTION (SUITE)

b) Au 31 mai 2010

Nombre	Options en circulation		Options pouvant être levées	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
540 000	1	0,20 \$	540 000	0,20 \$
1 205 000	3	0,25 \$	1 205 000	0,25 \$
994 000	13	0,20 \$	994 000	0,20 \$
640 000	18	0,20 \$	640 000	0,20 \$
150 000	20	0,25 \$	150 000	0,25 \$
3 087 500	23	0,50 \$	3 087 500	0,50 \$
50 000	29	0,40 \$	50 000	0,40 \$
100 000	34	0,40 \$	100 000	0,40 \$
2 655 000	38	0,20 \$	2 655 000	0,20 \$
100 000	51	0,32 \$	100 000	0,32 \$
200 000	51	0,20 \$	200 000	0,20 \$
9 721 500	23	0,31 \$	9 721 500	0,31 \$

Au cours de l'exercice 2010

Le 13 août 2009, la société a octroyé 100 000 options d'achat d'actions permettant l'achat de 100 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,32 \$ l'action pour une période de cinq ans.

Le 26 août 2009, la société a octroyé 200 000 options d'achat d'actions permettant l'achat de 200 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,20 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice 2010 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	31 mai 2010	
Date	13 août 2009	26 août 2009
Quantité	100 000	200 000
Valeur de l'action	0,21 \$	0,20 \$
Rendement prévu de l'action	Néant	Néant
Volatilité prévue	95 %	95 %
Taux d'intérêt sans risque	2,61 %	2,65 %
Durée prévue	60 mois	60 mois

Le coût de rémunération à base d'action pour le régime représente une charge de 43 110 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2010.



**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31 AOÛT 2010 (Non vérifiées)**

13. BONS DE SOUSCRIPTION

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation des bons de souscription pour la période se terminant le 31 août 2010 et l'exercice terminé le 31 mai 2010 :

	Bons	Prix de levée moyen pondéré	Valeur
Solde au 31 mai 2009	24 500 224	0,31 \$	2 202 857 \$
Bons de souscriptions expirés	(11 294 477)	0,25 \$	(408 196)
Solde au 31 mai 2010	13 205 747	0,35 \$	1 794 661 \$
Bons de souscription expirés	(13 205 747)	0,35 \$	(1 794 661)
Solde au 31 août 2010	-	-	- \$

a) Transactions de la période se terminant le 31 août 2010

Le 8 juillet 2010, 13 205 747 bons de souscription, à un prix d'exercice de 0,35 \$, sont venus à échéance. Les bons de souscription ont été annulés et la valeur comptable globale, soit 1 794 661 \$, a été transférée au surplus d'apport.

b) Transactions de l'exercice 2010

Le 10 août 2009, 9 625 000 bons de souscription, à un prix d'exercice de 0,24 \$, sont venus à échéance. Les bons de souscription ont été annulés et la valeur comptable globale, soit 192 500 \$, a été transférée au surplus d'apport.

Le 8 janvier 2010, 1 669 477 bons de souscription, à un prix d'exercice de 0,29 \$ sont venus à échéance. Les bons de souscription ont été annulés et la valeur comptable globale, soit 215 696 \$, a été transférée au surplus d'apport.

Le tableau suivant résume les renseignements sur les bons de souscription des investisseurs publics en circulation au 31 mai 2010.

Nombre	Bons en circulation	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré
13 205 747	2	0,35 \$



14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La juste valeur de l'encaisse, des placements, des comptes clients et des comptes fournisseurs correspond à leur valeur comptable en raison de leurs dates d'échéance à court terme.

Le chapitre 3862 intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation » a été modifié de manière à exiger des informations sur les données utilisées aux fins des évaluations à la juste valeur, y compris leur classement selon une hiérarchie qui classe selon trois niveaux d'importance les données entrant dans la détermination de la juste valeur. Les trois niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur s'établissent comme suit :

- niveau 1 – les prix non rajustés cotés sur les marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 – les données autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;
- niveau 3 – les données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Au 31 août 2010, tous les actifs et passifs financiers ont été classés au niveau 1.

Risque de crédit

ZoomMed consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et le bilan tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas important.

Risque de taux d'intérêt

ZoomMed n'a pas de dettes qui portent intérêts à des taux variables. De plus, elle investit ses liquidités à taux garanti dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour ZoomMed.

Risque du marché

Les rendements futurs de ZoomMed dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.



14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de liquidités

Pour répondre à ses besoins en capitaux, ZoomMed pourrait envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. ZoomMed gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions les liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par les contrats signés auprès des sociétés pharmaceutiques et des pharmacies utilisant le réseau de communication e-Pic.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de ZoomMed. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter un excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de développement, de la recherche et de mise en marché. Bien que ZoomMed croit qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

15. INFORMATIONS À FOURNIR SUR LE CAPITAL

En matière de gestion du capital, ZoomMed a pour objectif, depuis le début de ses opérations, la continuité de son exploitation afin de poursuivre le développement et la commercialisation de son réseau de communication e-Pic, de protéger ses actifs, tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires. ZoomMed n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital. Pour répondre à ses besoins en capitaux, ZoomMed a plusieurs possibilités, détaillées à la note 14.

ZoomMed définit son capital comme étant le total des capitaux propres et des dettes à long terme. Les capitaux propres (3 820 466 \$ au 31 août 2010 et 4 681 892 \$ au 31 mai 2010) sont composés du capital-actions, des bons de souscription, du surplus d'apport et du déficit. La diminution du capital de 861 426 \$ au cours de la période se terminant le 31 août 2010 est expliquée par le déficit de la période.

16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Période se terminant le 31 août 2010

Au cours de la période, ZoomMed a versé des honoraires professionnels totalisant 21 630 \$ à une société détenue par un actionnaire et administrateur. Au 31 août 2010, les créiteurs incluent 7 210 \$ relativement à ces opérations.

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.



16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (SUITE)

Période se terminant le 31 août 2009

Au cours de l'exercice, ZoomMed a versé des honoraires professionnels totalisant 21 000 \$ à une société détenue par un actionnaire administrateur. Au 31 août 2009, les créiteurs incluent 7 000 \$ relativement à ces opérations.

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

17. CHIFFRES COMPARATIFS

Aux fins de comparaison, certains chiffres des états financiers de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une nouvelle classification.

